



Communiqué de Presse
15 septembre 2009



‘Dopage’ rime avec ‘Masquage’ Jersey : paradis fiscal et enfer social

L'AlterTour a réalisé cet été un nouveau périple solidaire de plus de 2000 km à la rencontre d'alternatives au système compétitif (en agriculture, économie, production d'énergie, téléphonie,...). Dans le sport, le dopage s'accompagne de procédés de masquage : substances pharmaceutiques et système de Communication qui minimise ce phénomène de société. Dans d'autres domaines tels que celui de l'économie, l'existence de méthodes s'apparentant à du masquage est tout aussi courant.

En permettant aux entreprises hébergées dans un paradis fiscal de se soustraire à l'impôt de leur pays, on dope leur capacité d'investissement et leur compétitivité. Pour masquer un tel dopage, le nom de ces entreprises n'apparaît pas dans les listes de clients des banques « off shore ». Ce sont des filiales inconnues qui y figurent. L'objectif est de brouiller les pistes et de dissimuler :

- les profits, pour qu'ils échappent à la fiscalité, ou réduisent drastiquement leur imposition ;
- les pertes, notamment celles liées à la crise financière, pour qu'elles n'apparaissent pas dans le bilan des entreprises. Ces pertes engendreraient en effet une mauvaise notation par les agences dont le pseudo jugement scientifique détermine l'attractivité des entreprises pour les investisseurs.

Le 4 août à Baguer-Morvan près de Saint-Malo, les altercyclistes ont rencontré une délégation d'habitants de Jersey. Membres d'Attac-Jersey, soutenus dans leur combat par leurs amis d'« Attac - Pays de Saint-Malo ». Ils dénoncent les conditions de vie découlant de l'implication de leur île dans la finance internationale : coût de la vie exorbitant, lois sociales archaïques, absence de congé maternité, ... et – pour les jersiais dit « de souche » – liberté limitée d'établissement en Europe et de prestations liées à la citoyenneté européenne. Jersey, comme les autres îles anglo-normandes, ainsi que Gibraltar ou l'île de Man fait partie des « possessions de la Couronne » mais n'appartient ni à la Grande Bretagne ni à l'Union Européenne. Cette ruse institutionnelle, largement fictive et méconnue, est la justification de son statut de paradis fiscal et judiciaire. Ainsi, les entreprises et les fortunes privées qui s'y établissent échappent-elles aux règlements de l'Union Européenne, et se trouvent, de fait, « dopées » par rapport aux entreprises et aux particuliers qui respectent les règles du jeu fiscal et de la compétition économique dans les pays où ils exercent leurs activités.

Suite a cette rencontre, l'AlterTour a décidé de soutenir les résistants de Jersey en faisant mieux connaître les entreprises françaises - ou leurs filiales - présentes à Jersey comme dans d'autres paradis fiscaux et judiciaires. On notera en particulier la présence à Jersey de banques comme **BNP-Paribas, Banques Populaires-Natixis** ou la **Société Générale**, soutenues massivement par l'argent des contribuables français, et qui provisionnent à nouveau des milliards pour leurs traders.

Références :

Alternatives Economiques n° 279 (avril 09) Analyse de la présence des entreprises du CAC 40 : www.alternatives-economiques.fr/fic_bdd/article_pdf_fichier/1236789681_Entreprises_francaises_et_paradis_fiscaux.xls

Attac : www.france.attac.org/ **Comité Attac Pays-de-St-Malo Jersey** : MDA Rue Ernest Renan 35400 Saint-Malo
Contact : Jacques Harel jacques.harel@wanadoo.fr, Tél 02 99 81 72 36

Plate-forme « Paradis Fiscaux et Judiciaires », créée en février 2006, regroupe 13 ONG et associations (Attac-France, CADTM, CCFD, Oxfam-France, Survie, Secours Catholique,...) qui travaillent ensemble pour faire progresser la réglementation relative aux paradis fiscaux et contribuer ainsi à la lutte contre la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et la corruption : www.argentsale.org

AlterTour : www.altertour.net